Soutenons les salarié-e-s d'Air France contre les licenciements et contre les poursuites judiciaires

Le 5 octobre, jusqu'à 3000 salarié-e-s d'Air France, de tous corps de métiers, ont fait irruption dans le comité central d'entreprise se tenant ce jour-là, avec à l'ordre du jour l'annonce d'un nouveau plan de régression salariale nommé « Perform ». 3000 salarié-e-s, c'est à peu près également le plan de suppression d'emplois corrélé avec Perform qui prévoyait même de devoir recourir aux licenciements secs. Dans quel but ? Faire face à la concurrence, préparer à faire face au processus de dérégulation que l'État – actionnaire « moral » d'Air France – et par conséquent le gouvernement orchestre au niveau de l'UE. Tandis que chez nos voisins européens les droits sociaux des travailleurs/euses de l'aérien en font une main-d'œuvre bon marché, la compagnie française compte bien rattraper son retard en augmentant le taux d'exploitation de ceux qui restent : car les suppressions de postes ne sont pas des suppressions de travaux, ils seront redistribués à celles et ceux qui restent (de 100h à 400h pour des personnel-le-s naviguants commerciaux).

Les médias se sont faits les relais d'une condamnation moraliste d'un événement qui n'était en fait que la répétition d'une précédente interruption du CCE. C'était en février 2012 où les dirigeant-e-s s'étaient retrouvé-e-s coincé-e-s face aux salarié-e-s en colère à l'annonce du plan Transform, une première monture de régression salariale. Hanté par ce souvenir et prévenu par des bureaucrates syndicaux « bienveillants » (envers le patronat…), ils décidèrent de prendre fuite avant que les salarié-e-s, conscient-e-s de l'entourloupe, les rattrapent, cherchent à les retenir, les agrippent… et déchirent une ou deux chemises. Tandis qu'aucun coup n'a été porté sur qui que ce soit, les médias ont usé d'images ambiguës en les surjouant. Mais surtout, il y a eu les jours suivants l'arrestation de plusieurs salarié-e-s, cueillis au petit matin comme des criminels.

Dans ces conditions, il n'est pas normal que les directions syndicales en appellent à la reprise du « dialogue social » qui est pensé par les gouvernements successifs comme un instrument favorisant la « paix sociale ». Collaborer dans ces démarches amène logiquement à ne plus soutenir les salarié-e-s qui ne font qu'exprimer une colère légitime. On parle de « violence » pour mieux oublier la violence sociale et la précarité économique qui seront subies par celles et ceux laissé-e-s sur le bas coté : chômage, paupérisation, décomposition familiale, isolement, dépression, suicide… Et il faudrait pleurer pour une chemise ?

L'intersyndicale d'Air France appelle à un

RASSEMBLEMENT DEVANT L'ASSEMBLÉE NATIONALE

JEUDI 22 OCTOBRE À 13H

Il est important d'y exprimer tout notre soutien aux salariés poursuivis par la justice de classe tout comme aux salarié-e-s d'Air France en général pour la sauvegarde de leurs postes et de leurs conditions de travail.

Les salarié-e-s d'Air France et leurs syndicats doivent se préparer à une grève reconductible pour obtenir le retrait du plan Perform. C'est la « violence » que redoutent le plus les capitalistes, celle qui remet en cause le contrôle de leurs entreprises, tout comme celui qu'ils exercent sur nos vies. Ils faut qu'ils aient peur pour leurs ressources financières colossales, voire de se retrouver dépouiller de leurs entreprises, de leur pouvoir… c'est bien ce que nous voulons leur prendre ! Par la reconstruction du mouvement ouvrier, nous ne nous contenterons pas simplement d'arracher les chemises de nos exploiteurs : nous les mettrons à poils !

Laury Krickhahn, le 21 octobre 2015